

CONFÉRENCE DE PRESSE DE FRANÇOIS HOLLANDE

An II du quinquennat : l'offensive



L'AGENDA

21 mai

► Concert pour tous !
À Paris, place de la Bastille

29 mai

► Atelier du changement à Reims

Retrouvez l'agenda sur parti-socialiste.fr

L'année de l'offensive

Après le changement, l'offensive. C'est en ces termes que le président de la République, François Hollande, a installé sa deuxième année de quinquennat lors de sa conférence de presse de bilan d'étape de son exercice. « L'an I a été entièrement consacré à la défense de notre souveraineté, à résumer le chef de l'État, à la remise en ordre de notre économie, à la sauvegarde de notre modèle social et à la réparation des injustices ». Les lignes en Europe ont effectivement bougé, « la crise financière est derrière nous » a-t-il rappelé, il s'agit maintenant, contre la récession, de passer à l'offensive.

International

Le président de la République a tenu à commencer sa conférence en revenant sur l'engagement français au Mali. Il a notamment salué « le mérite » des soldats, et rappelé que le conflit avait coûté la vie à 6 d'entre eux. « Les soldats français ont fait bien plus que libérer un pays de la servitude et du terrorisme. Ils ont fait aimer la France dans toute l'Afrique et illustré le rôle qui est le nôtre, celui d'une grande nation : pouvoir peser sur l'équilibre du monde. »

Concernant la Syrie, François Hollande a rassuré sur la place occupée par la France dans le traitement du conflit, « Si l'opposition syrienne offre toutes les garanties sur la bonne destination des armes » a affirmé le président, la question de la levée de l'embargo pourra être posée. « Mais aujourd'hui, c'est une radicalisation des deux camps, a-t-il résumé, et une utilisation de la détresse dans un sens qui n'est pas celui de la démocratie ».

La France européenne

L'An II passe également par un retour de la France sur la scène européenne et un retour de l'Europe dans le cœur des Français. Pour cela, le président a décidé de lancer « une initiative européenne ». « Mon devoir, c'est de sortir l'Europe de la langueur qui la saisit et de réduire la désaffection des peuples qui ne peut que compromettre l'avenir même de l'Union européenne » a-t-il expliqué. Cette « initiative » se décline en quatre points. D'abord l'instauration d'un gouvernement économique pour l'Union, ensuite, la mobilisation « tout de suite » d'une partie des 6 milliards d'euros prévus pour l'emploi des jeunes, et la définition d'une stratégie d'investissements pour les nouvelles industries et pour les nouveaux systèmes de communication, la création d'une Communauté européenne de l'énergie pour booster le développement du renouvelable et assurer la transition énergétique. Enfin, le président a plaidé pour une nouvelle étape d'intégration, avec une capacité budgétaire qui serait attribuée à la zone euro et la possibilité de lever l'emprunt. Sur ce dernier point, il a reconnu que l'Allemagne pourrait traîner les pieds. « La France et l'Allemagne doivent entraîner les autres pays, a-t-il posé, pour cela nous avons cherché des compromis, nous les avons toujours trouvés, cela a pris parfois du temps. L'idée européenne exige le mouvement, a-t-il conclu, si elle n'avance pas, elle s'efface de la carte du monde, de l'imaginaire des peuples ».

« C'est un président lucide sur la situation économique et courageux dans ses propositions. On ne réussira rien si on n'arrive pas à débloquer une politique tournée vers la croissance, l'innovation, l'éducation, la formation... La France est prête au redressement dans la justice, et elle a le talent pour le faire. »

François Rebsamen

2014. « Ce délai, ce n'est pas un répit, a commenté le président, c'est un rebond, c'est une opportunité pour une reprise plus rapide en France et en Europe ». François Hollande a donc maintenu son objectif d'inverser la courbe du chômage à la fin de l'année 2013. « Il n'y aura pas d'espérance

« François Hollande veut redonner à la France confiance en elle-même : la première année du quinquennat était une année de réparation de la France, elle a posé les fondements du changement, la deuxième année sera celle de l'espérance et de la force retrouvées pour notre pays. Les Français ont vu un président totalement mobilisé qui prépare la sortie de la crise et dessine la France de l'après-crise. »

Harlem Désir

Mais d'abord employer ». François Hollande est également revenu sur l'accord sur la sécurisation de l'emploi, « plus de souplesse pour les entreprises, plus de sécurité pour les salariés ». En outre, le président a confié à Jean-Marc Ayrault la rédaction d'un plan d'investissements pour les dix ans à venir autour de 4 filières : le numérique, la transition énergétique, la santé et les infrastructures de transport. « C'est en voyant loin que l'on change la perception du présent et que l'on redonne espoir » a-t-il justifié.

Le mouvement

François Hollande avait annoncé le mois dernier « un choc de simplification », qui passe notamment par la révision des règles administratives. Pour les entreprises, il s'agira de diviser par trois le temps d'implantation en harmonisant les procédures. Pour les particuliers, l'absence de réponse, au bout d'un temps donné, de l'administration, vaudra autorisation. Le mouvement s'inclura également dans la vie professionnelle

et dans une grande réforme de la formation, en toile de fond de la deuxième conférence sociale du mois de juin. Quinze milliards de déficit aujourd'hui pour notre système de retraites, 20 milliards en 2020, « c'est insoutenable » a commenté le président. Aussi, s'est-il engagé à réaliser une réforme du système, qui passera par « le rétablissement des régimes de répartition » en tenant compte de la démographie, des carrières longues, « c'est la justice » a-t-il commenté, et qui ne se fera pas sans concertation avec les syndicats.

Gouvernement

Le président de la République a salué le travail effectué par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault. « Je renouvelle toute ma confiance au Premier ministre, a-t-il insisté, c'est un homme courageux, loyal, un Premier ministre désintéressé qui cherche seulement à faire réussir l'action que je conduis ». Questionné sur un possible remaniement, François Hollande a fermement annoncé qu'il n'était pas d'actualité, tout comme la constitution d'un gouvernement d'union nationale.

« François Hollande a trouvé les mots justes pour expliquer pourquoi des efforts sont nécessaires, et vers quoi nous allons. Il est indispensable de temps en temps de donner les objectifs de la période dans laquelle nous entrons »

Claude Bartolone

« Je veux laisser une trace en 2017 me dire, qu'avec le gouvernement, nous avons changé la France nous l'avons portée et nous lui avons redonné une espérance. Je préfère rester dans l'histoire pour mes résultats, que pour une victoire sans lendemain ou une défaite cuisante. »

Un avenir qui roule

Aujourd'hui, Kevin parcourt encore les petites annonces. Mais c'est désormais pour trouver la voiture qui l'emmènera chaque matin au travail. Parce que, après plus de dix mois de chômage, Kevin Lemaire a trouvé un travail. Avec un vrai contrat à durée indéterminée, un salaire 10 % au-dessus du Smic, une stabilité et des projets qui vont avec. Kevin Lemaire est le premier contrat de génération de France. Il a signé en février dans l'entreprise Opa-Opticad de Mitry-Mory fabriquant du matériel optique pour la recherche médicale et l'industrie aéronautique. Son poste : ébaucheur de précision. « Il est très difficile de trouver des jeunes motivés, explique Alain Delaby Pdg de l'entreprise, c'est un métier manuel et peu connu ». La disparition du CAP d'optique de précision, il y a une quinzaine d'années, n'a pas arrangé les affaires de la profession. Pour recruter, Alain Delaby doit se prêter à un mercato astucieux...ou avoir recours au contrat de génération, « C'est une formule bien adaptée, je pourrais en recruter trois encore puisque j'ai trois salariés qui sont proches de la retraite, mon seul souci c'est le manque de place, plaisante-t-il, je ne peux pas doubler mes effectifs, l'atelier n'est pas très grand ». Kevin a un bac pro spécialité froid. De la clim aux lentilles de verre il y a une conseillère de la mission locale de Mitry-Mory croisée au hasard d'un couloir et qui avait « peut-être quelque chose à proposer » au jeune de 21 ans. Le lendemain, il passe un entretien, puis une matinée d'essai. Le test est concluant, « en une semaine, c'était plié » raconte Kevin. Fin des dix mois de chômage. Fin des envois de CV en série. Début de la vie active. Et rencontre de Lionel Lafargue, « le chef », le tuteur senior.

Lionel a commencé à travailler à 17 ans et demi. Il est de ces ouvriers consciencieux, râleur quand il faut, qui aime son travail même s'il le qualifie de « pénible et salissant ». Il aurait pu prendre sa retraite cette année, à 60 ans et bénéficier ainsi de la première réforme du président Hollande permettant aux travailleurs ayant commencé leur carrière jeunes de liquider leur retraite plus tôt. Mais il ne s'arrêtera que fin 2014. Il ne se sentait pas de partir « en laissant tout tomber ». « Je me vois comme quelqu'un qui va donner ce qu'il sait. » Kevin mesure la richesse

de cette formation, « Ce n'est pas vraiment l'école, définit-il, j'ai une personne au-dessus de moi qui me donne des ordres, des conseils, des trucs qu'il a appris et qu'on ne m'aurait pas enseignés à l'école ». L'embauche de Kevin a donné plus de travail à Lionel qui salue pourtant l'initiative du gouvernement, « J'ai des enfants qui sont plus âgés que lui ! s'amuse Lionel, on n'est pas de la même génération, moi je n'ai jamais connu le chômage, lui, même avec son diplôme, il ne trouvait pas de boulot ». Kevin vouvoie Lionel, par respect, Lionel a tutoyé Kevin, par habitude. Ils portent tous les deux une blouse blanche, Kevin a démarré en bleu, « il est monté en grade » chambre Lionel. Une promotion qui ne suffit toutefois pas pour avoir la main sur la programmation musicale de l'atelier, le petit poste crachouille RTL toute la journée. Menu du chef. En plus des « trucs » de boulot, Lionel prodigue aussi des leçons de vie à Kevin. Depuis quelques jours, Lionel et Kevin parlent mécanique « pour que le jeune ne se fasse pas avoir en achetant sa première voiture ».



ZOOM

Une sécurité en progrès

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur et Christiane Taubira, garde des Sceaux, ont dressé un premier bilan des zones de sécurité prioritaire (ZSP), lundi à Lyon. Ils ont échangé avec 500 acteurs locaux – policiers, magistrats, élus, responsables associatifs – sur ce nouveau dispositif créé cet été. « Des premiers résultats sont constatés, il faut s'en féliciter, mais gardons-nous de tout triomphalisme, a noté Manuel Valls. En matière de sécurité, de lutte contre la délinquance, contre les trafics, seuls la persévérance, la mobilisation, l'engagement font que l'on parvient à l'objectif fixé. » Les ZSP visent à lutter contre la délinquance ancrée dans certains quartiers identifiés en y allouant des moyens supplémentaires. 64 zones ont déjà été constituées sur le territoire et le ministre de l'Intérieur a annoncé leur renforcement.

« Les 500 créations de postes de policiers et de gendarmes décidées par le président de la République vont, en priorité, bénéficier aux ZSP, a-t-il annoncé. Pour 2013, 288 policiers et 192 gendarmes sont en cours de recrutement et de formation. Mais ils ne seront déployés sur le terrain qu'en 2014. J'ai conscience que ce délai est long. J'ai donc décidé d'affecter, d'ici deux mois, 100 policiers en renfort dans une douzaine de territoires. Avant la fin de l'année, une centaine de policiers sera également déployée au profit des autres circonscriptions de police accueillant une ZSP. » 70 gendarmes seront également affectés aux ZSP situées en zone gendarmerie ou en zone mixte. « Au total, ce sont donc 270 effectifs supplémentaires qui viendront renforcer les rangs des ZSP à brève échéance. » Ces moyens s'ajoutent aux renforts déjà envoyés dans les deux ZSP marseillaises. « Au-delà de la baisse de la délinquance, cette action concertée de mobilisation de toutes les forces – justice, police,

Éducation nationale – vise avant tout à améliorer le cadre et la qualité de vie dans ces quartiers, a ajouté Christiane Taubira. Il y a plusieurs étapes dans notre démarche, l'étape répressive bien sûr, mais nous devons aussi mettre en œuvre des actions sociales fortes coordonnées entre l'État et les élus, mobiliser les associations. Avec ces ZSP, nous voulons des résultats durables sur le long terme. »

« Notre société fait face à une délinquance en perpétuelle mutation, a rappelé Manuel Valls. Elle est de plus en plus violente, elle implique des individus de plus en plus jeunes, souvent très déterminés, elle se dirige vers de nouveaux territoires jusqu'à présent plus ou moins épargnés. Cette mutation doit se traduire par des adaptations dans les stratégies et les moyens mis en œuvre afin de mieux la combattre. »

Pour le ministre, « les ZSP reposent avant tout sur un principe de proximité (...) c'est-à-dire la capacité à s'adapter aux spécificités du terrain ». Le premier changement apporté par le dispositif, « c'est le renforcement de la coordination des forces de sécurité intérieure ». Pour ce faire, des structures de pilotage, sous l'autorité conjointe du procureur et du préfet, ont été mises en place. « Favoriser les échanges d'information, constituer des équipes communes, décloisonner les pratiques : voilà ce qu'ont permis les ZSP », affirme le ministre de l'Intérieur.

En outre, « l'action des policiers et des gendarmes doit se joindre à celle de tous les acteurs qui concourent, directement ou indirectement, à la sécurité ». Or, « la mise en place des ZSP a donné un nouveau souffle au partenariat. »

Les attaques de la droite contre Manuel Valls sont indécentes et doivent cesser - Communiqué d'Harlem Désir

Le Parti socialiste apporte son plein soutien au ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, face aux attaques dont il est l'objet. Face aux actes de violence survenus au Trocadéro, le premier devoir de tout responsable politique est de condamner les casseurs et non d'attaquer la Préfecture et le ministre de l'Intérieur à des fins purement politiques. La cérémonie de remise du trophée de Champion de France a été préparée avec soin par la Préfecture de Police, en lien avec les services de sécurité du PSG et la Ligue de football professionnel, et le dispositif mis en place renforcé. Les forces de l'ordre ont réagi avec rapidité, et des suites judiciaires seront données à ces débordements intolérables. Avec l'emploi, la sécurité est l'autre grand échec de l'UMP, qui n'a aucune leçon à donner au regard de ses résultats dans ce domaine. La droite préfère exploiter les problèmes de sécurité que de leur apporter des réponses. La droite attaque l'actuel ministre de l'Intérieur pour essayer de faire oublier les turpitudes de l'ancien, Claude Guéant, et le spectre chaque jour plus réel d'une possible affaire d'État impliquant des proches de Nicolas Sarkozy. Le Parti socialiste réaffirme avec force son soutien total au ministre de l'Intérieur, ainsi qu'aux forces de police qui font leur travail de manière exemplaire dans un contexte particulièrement difficile.

Pour gagner la bataille contre les paradis fiscaux, le PS soutient la transparence totale des flux financiers

Alors qu'il y a seulement quatre ans l'ancien président de la République affirmait que les paradis fiscaux c'était fini, jamais

l'évasion fiscale vers les paradis fiscaux n'a été aussi forte dans le monde qu'aujourd'hui. C'est une réponse politique de grande ampleur qui est désormais lancée pour combattre ce fléau qui met à mal la souveraineté des États.

Mais il manque encore une coopération internationale permettant la transparence maximale. Nous demandons également un « FATCA européen (Foreign Account Tax Compliance Act) » qui permettrait l'échange automatique d'informations sur les entreprises qui déplacent leurs bénéfices dans des entités pour échapper à l'impôt. Au delà, de nombreuses mesures peuvent être prises pour renforcer la lutte contre l'évasion vers les paradis fiscaux des grands groupes internationaux : refuser les avantages fiscaux aux transactions dépourvues de substance économique ; revoir la liste des États non coopératifs et prendre des mesures communes de rétorsion contre les ETNC ; revoir le délit de fraude fiscale en rendant sa sanction plus dissuasive et plus simple à mettre en œuvre, harmoniser le droit pénal de l'évasion fiscale dans l'UE ; imposer aux groupes de transmettre au fisc une comptabilité pays par pays ; introduire l'objectif de bonne gouvernance fiscale dans tous les textes, nationaux et internationaux.

Le Parti socialiste soutiendra tout renforcement juridique français et européen et toute coopération internationale renforcée qui permettra de renforcer la transparence de la finance et des comportements condamnables.

Passeport pour l'emploi



La formation en France profite à 34 % de cadres pour 17 % d'ouvriers. À seulement 10 % de salariés non qualifiés et 20 % des demandeurs d'emploi. « Pour se former en France, il vaut donc mieux être un homme, cadre, dans une grande entreprise », résume Pascale Gérard, secrétaire nationale

à la Formation professionnelle et à l'Apprentissage. Pour sa première édition, les Journées débat sur l'emploi du PS avaient choisi d'ouvrir sur la formation professionnelle et affiner ainsi les pistes de réflexion pour préparer la grande réforme au menu de la conférence sociale des 20 et 21 juin prochains. « La formation professionnelle est le meilleur passeport pour l'emploi, a rappelé Jean-Marc Germain, secrétaire national au Travail et à l'Emploi, dans l'enjeu de la compétitivité notamment. Elle est porteuse de progrès social. » Les deux tables-rondes, dans lesquelles sont intervenus des représentants du mouvement syndical et des élus, ont permis de poser le diagnostic de la formation à la française. Elle apparaît ainsi malade de son injustice « Pour faire une formation en France, il faut parfois un diplôme de débrouillardise » a ainsi commenté Yves Barrou, président de l'Afpa, association sauvée notamment avec l'appui du gouvernement. Alors que l'Accord national interprofessionnel venait d'être voté par le Sénat, Michel Sapin, a insisté sur la sécurisation des parcours professionnels « qui entraîne la sécurisation des parcours de vie, la promotion sociale et l'émancipation de l'individu ». Le ministre du Travail est également revenu sur la prochaine conférence sociale et sur sa vision de la réforme. « L'objectif devra être de faciliter l'accès à la formation

professionnelle des jeunes, pas ou peu qualifiés, demandeurs d'emploi, et des moins qualifiés dans les entreprises. Il s'agira de répartir plus efficacement les ressources disponibles et d'investir dans un souci de sérieux budgétaire, pour gagner en efficacité, en justice, en solidarité et en compétitivité ». En aiguillon de l'après-programme présidentiel, le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir a souligné l'intérêt de la formation initiale et de la formation qualifiante et sur le renforcement de « la complémentarité et la coopération » entre les acteurs du secteur. « La grande conférence sociale qui va s'ouvrir cet été, les lois de décentralisation et la loi de formation professionnelle devront œuvrer à une meilleure articulation des dispositifs de formation existants, a-t-il conclu, pour une montée en qualification et une plus grande mobilité des personnes. »

